

Philippines

Sarah K. Bestang Dekdeken
Jill K. Cariño

Le dernier recensement effectué aux Philippines en 2010 comprenait pour la première fois une variable d'origine ethnique, mais aucun chiffre officiel pour les peuples autochtones n'est encore ressorti. La population autochtone du pays continue donc à être estimée entre 10% et 20% de la population nationale, ce qui représente environ 102,9 millions d'individus. Les groupes autochtones dans les montagnes du nord de Luzon (Cordillère) sont communément connus sous le nom Igorot tandis que les groupes sur l'île méridionale de Mindanao sont couramment appelés Lumad. Il existe des petits groupes connus sous le nom Mangyan dans les îles centrales ainsi que des groupes, encore de plus petites tailles, dispersés dans les îles centrales et dans Luzon, dont plusieurs groupes de chasseurs-cueilleurs en transition.

Les peuples autochtones des Philippines ont conservé une grande partie de leur culture traditionnelle et précoloniale, de leurs institutions sociales et de leurs pratiques de subsistance. Ils vivent le plus souvent dans des zones enclavées avec un manque d'accès aux services sociaux de base et peu d'opportunités pour les activités économiques, l'éducation ou la participation politique. En revanche, les ressources naturelles à valeur commerciale tels que les minéraux, les forêts et les rivières se trouvent principalement sur leurs domaines, ce qui les rend continuellement vulnérables à l'agression de développement et l'accaparement des terres.

L'Acte Républicain n°8371, connu sous le nom de Loi sur les droits des Peuples autochtones (*Indigenous Peoples' Rights Act, IPRA*), a été promulgué en 1997. La loi a été saluée pour son soutien à l'égard des peuples autochtones de leur intégrité culturelle, du droit à leurs terres et du droit à un développement autogéré de ces terres. Toutefois, une plus grande mise en œuvre de la loi est encore attendue, parallèlement à la critique fondamentale de la loi elle-même. Les Philippines ont voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (*United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, UNDRIP*), mais le gouvernement n'a pas encore ratifié la Convention de l'OIT.



Processus de paix à Mindanao

Les pourparlers de paix entre le Gouvernement des Philippines et le Front de libération islamique Moro (*Moro Islamic Liberation Front, MILF*) ont avancé avec la signature de l'Accord global sur le Bangsamoro (*Comprehensive Agreement on the Bangsamoro, CAB*) le 27 Mars 2014 (voir *Indigenous World 2013 et 2014*). Le CAB remplacera la Région autonome des musulmans de Mindanao afin d'«améliorer les systèmes et procédures existants, ainsi que d'établir un nouvel ensemble de dispositions et de modalités institutionnelles entre le gouvernement central et le gouvernement autonome par rapport au partage du pouvoir, des richesses et des recettes, aux aspects transitoires et à la normalisation¹». Le CAB a été traduit en dispositions juridiques par le biais du projet de loi fondamentale Bangsamoro (*Bangsamoro Basic Law, BBL*) ou le projet de loi de la Chambre n°4994, qui a été soumis au Congrès en Septembre 2014. Le BBL cherche à établir la nouvelle entité politique Bangsamoro et fournir la structure de base du gouvernement, en reconnaissance du peuple Bangsamoro².

Bien que le projet BBL soit perçu comme un pas en avant dans la résolution du conflit armé de longue durée à Mindanao, les organisations des peuples autochtones font pression de toute urgence pour une inclusion catégorique des droits des peuples autochtones dans le projet BBL³. Après une mission de lobbying à Manille en mai dernier

par des représentants autochtones, le Comité des Communautés culturelles nationales (*National Cultural Communities*, CCN) du Congrès a mené une « consultation publique sur les espoirs et les aspirations des peuples autochtones concernant la BBL et le processus de paix » le 24 Juin, pour laquelle environ 800 participants provenant du milieu universitaire, des ONG's, des églises et des communautés autochtones se sont réunis à Upi, Maguindanao. Les autochtones Teduray, Lambangian, Dulangan Manobo et Erumanen ne Menuvu ont partagé leurs points de vue et leurs demandes concernant leur avenir socioculturel, économique et politique sous le Bangsamoro.

L'autonomie régionale dans la Cordillère

L'article X de la Constitution de 1987 des Philippines exige la création des régions autonomes du Mindanao musulman et de la Cordillère dans le Nord des Philippines. Dans la région de la Cordillère, une nouvelle tentative à établir une région autonome de la Cordillère est entrepris par le projet de loi de la Chambre n°4649 (Loi portant création de la Région autonome de la Cordillère), qui a été déposé au Congrès le 11 Juin 2014 et rédigé par les sept membres du Congrès dans la région de la Cordillère.

Le projet de loi de la chambre (*House Bill*, HB) n°4649, la troisième tentative à établir une région autonome de la Cordillère, s'est heurté à l'opposition des peuples autochtones de la Cordillère. Lors du Sommet des peuples autochtones de la Cordillère pour une véritable autonomie régionale et une autodétermination, tenue le 18 Août 2014 à Baguio City, plus de 300 leaders autochtones des six provinces de la région ont réfléchi sur la base des expériences et des leçons passées sur l'autonomie régionale de la Cordillère, et sur les leçons partagées de l'expérience ratée de la Région autonome du Mindanao musulman dans le sud des Philippines⁴. Les deux premières tentatives de création d'une Région autonome de la Cordillère ont été rejetées par référendums en 1990 et 1998 car elles furent critiquées pour manque de substance dans la promulgation des droits des peuples autochtones sur leurs terres et leurs ressources, sur la culture autochtone et les systèmes sociopolitiques, sur la représentation politique, les services sociaux de base et la protection contre la discrimination institutionnalisée.

Le Sommet a abouti à la Déclaration des Peuples de la Cordillère pour une autonomie régionale réelle (*Cordillera People's Declaration on Genuine Regional Autonomy*) , qui critiqua le projet HB n°4649 comme manquant de fonctionnalités pour une véritable autonomie régionale, et comme étant sujet de division car menaçant de revenir aux anciennes régions en remplacement des Provinces de la Cordillère, sans reconnaissance catégorique des domaines ancestraux de la Cordillère et aucune base pour les questions urgentes rencontrées par les peuples autochtones de la Cordillère. Le Sommet a également adopté des recommandations et un plan d'action pour poursuivre une réelle autonomie régionale.

Le consentement libre, préalable et éclairé (*Free, Prior and Informed Consent*, FPIC).

A l'échelle nationale, les territoires autochtones continuent d'être une cible pour l'extraction des ressources naturelles et la production d'énergie. Dans un rapport de 2014 réalisé par KAMP (*Kalipunan ng mga Katutubong Mamamayan ng Pilipinas/ Alliance of Indigenous Peoples of the Philippines*), une fédération nationale des organisations des peuples autochtones aux Philippines, 281 demandes ont été approuvées pour les opérations minières à grande échelle couvrant au moins 532.356

hectares de terres autochtones. Ceci s'ajoute à l'exploitation minière à grande échelle déjà en cours. KAMP estime que près de 100.000 personnes appartenant à 39 peuples autochtones seront déplacées ou vont perdre leur moyen de subsistance en raison de l'actuelle pression de l'administration pour la libéralisation de l'exploitation minière.

L'année a également été témoin de la mise en œuvre de divers projets énergétiques dans les territoires des peuples autochtones, comprenant les barrages hydro-électriques et les centrales géothermiques et électriques au charbon. Dans la 3^{ème} Déclaration à la Nation du Président Benigno Simeon Aquino⁵ de Juillet 2014, ce dernier se vantait du barrage polyvalent de la rivière Jalaur à Panay, qui menace la vie et les moyens de subsistance d'environ 17.000 personnes appartenant aux populations autochtones Tumandok. D'autres projets de barrages ont un impact similaire, comme le barrage Laiban, qui menace de submerger huit communautés autochtones et déplacer autour de 21.000 agriculteurs et les personnes appartenant aux peuples autochtones Agta, Dumagat et Remontado dans les provinces de Rizal et Quezon.

Dans ces projets, les droits des peuples autochtones au Consentement libre, préalable et éclairé (FPIC), tel qu'il est consacré dans la loi sur les droits des peuples autochtones (IPRA, *Indigenous Peoples' Rights Act*), sont constamment violés. Dans la plupart des cas, la Commission nationale des peuples autochtones (*National Commission on Indigenous Peoples*, NCIP)⁶ a joué un rôle dans la manipulation du FPIC en faveur des entreprises et des organismes gouvernementaux intéressés par les projets d'exploitation minière et d'énergie en ne diffusant pas des informations complètes sur les projets, en créant de faux conseils des anciens, en suivant rapidement le processus FPIC sans la pleine participation des communautés touchées, et en trompant les gens pour qu'ils signent un accord de consentement. Ceci est une expérience permanente chez les peuples autochtones de la Cordillère, comme les Kalinga dans le cadre du projet d'exploitation minière de Makilala de Freeport-MacMoran ou le projet géothermique de Chevron. Dans la Province d'Abra, le 50^{ème} Bataillon d'infanterie des Forces armées des Philippines a interféré dans le processus de FPIC pour mettre en œuvre l'exploitation minière des sociétés minières Golden Lake et Philex en menaçant, harcelant et contraignant les populations autochtones à signer un protocole d'accord entre la compagnie minière et l'unité de gouvernement local le 27 Novembre 2014⁷. Des expériences similaires sont rapportées par les peuples autochtones à travers les Philippines.

Au cours de la treizième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les peuples autochtones, l'Alliance des Peuples de la Cordillère⁸ (KAMP) a appelé à la suppression de la NCIP accusée de ne pas remplir son mandat à faire respecter les droits des peuples autochtones et de servir d'instrument pour la violation du FPIC et d'autres droits fondamentaux des peuples autochtones. Il a également appelé à l'abrogation de la loi IPRA⁹.

Les violations des droits de l'homme et la militarisation des écoles

Au cours de 2014, le KAMP a documenté un total de 15 autochtones victimes d'exécutions extrajudiciaires, le plus grand nombre dans une année depuis que le président Benigno Aquino III a assumé la présidence en 2010. Les auteurs des tueries appartiennent aux forces militaires de l'État qui mènent des opérations militaires dans les territoires autochtones. Le KAMP note que la caractéristique commune des victimes est qu'elles étaient toutes des adversaires virulents des projets miniers destructifs, de la militarisation, ou avaient critiqué la négligence du gouvernement et la corruption.

Certaines des victimes ont été tuées lors des opérations militaires des Forces armées des Philippines. Les exécutions extrajudiciaires sont une conséquence du programme de contre-insurrection de l'État, connu en tant que Plan d'opération Bayanihan, qui cible les organisations et les militants légitimes, y compris les peuples autochtones. Parallèlement à cela, on observe de nombreux cas de harcèlement et d'intimidation commis par les militaires contre les peuples autochtones.

En 2014, la militarisation a abouti à des exécutions extrajudiciaires dans la Province d'Abra¹⁰, à l'évacuation forcée de quelque 2.000 Lumads dans la Province de Surigao del Sur en Octobre 2014¹¹ et à l'occupation et aux attaques contre des écoles ou des systèmes d'apprentissage alternatifs qui ont été collectivement mis en place par les communautés Lumad et les ONGs à Mindanao. Selon Salinlahi, une organisation des droits de l'enfant, neuf enfants Lumad sur dix n'ont pas accès à l'éducation¹². Les violations récurrentes des droits de l'enfant, en particulier à l'éducation, à travers la militarisation et les opérations militaires, conduit à la formation du réseau « Save Our Schools » (SOS) en 2012¹³. La Déclaration de la deuxième Conférence SOS en Septembre 2014 a dénoncé les camps militaires et les attaques contre les écoles alternatives, et diverses violations des droits de l'homme commises contre les enfants et les autres membres des communautés Lumad¹⁴. Le réseau SOS, en collaboration avec d'autres organisations et défenseurs des peuples autochtones, cherchent l'abrogation de politiques gouvernementales, en particulier le Mémorandum 221 du Ministère de l'Éducation de Décembre 2013 (connu sous le nom de Lignes directrices pour la protection des enfants pendant les conflits armés) et la Lettre de la Directive 25 par l'AFP (Armed Forces of the Philippines) en Juillet 2013, qui légitime la conduite des activités des forces armées dans les locaux des écoles et d'autres installations publiques, et qui étouffe la croissance des écoles alternatives¹⁵.

En Novembre et Décembre 2014, les Lumads, y compris des enfants, ont été parmi les 300 participants de la « Manilakbayan ng Mindanao 2014 », une caravane-plaidoyer de 14 jours, conduite en partie à pied et en partie en bateau de l'île de Mindanao à Manille, au cours de laquelle des dialogues, des campagnes et des activités de solidarité ont été organisés pour attirer l'attention sur les problèmes et les préoccupations des peuples autochtones tels que les mines, les exécutions extrajudiciaires, les violations des droits de l'homme et la militarisation des communautés et des écoles. Un dialogue a eu lieu avec le Secrétaire du Ministère de l'Éducation, Armin Luistro, qui a promis de prendre des mesures concrètes pour résoudre la question de la militarisation des écoles¹⁶.

Consultation nationale avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

Au cours de la célébration de la Journée internationale des peuples autochtones le 8 Août 2014, le nouveau Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (ONU-SRRIP), Mme Vicky Tauli-Corpuz, a tenu une consultation avec des organisations des peuples autochtones, des organismes gouvernementaux, des agences des Nations Unies, des banques multilatérales, des universitaires, des groupes religieux et des ONGs¹⁷. La consultation a été l'occasion pour les peuples autochtones de faire l'état des lieux sur leur situation et d'apprendre des organismes gouvernementaux et d'autres organismes leurs politiques et programmes sur les peuples autochtones, et le mandat, la vision et les plans provisoires du UN-SRRIP (UN Special Rapporteur on the Rights of Indigenous Peoples) .

Mme Corpuz, une Kankanaey de la Cordillère, a pris en charge son mandat de l'UN - SRRIP en Juin 2014. En tant qu'ancienne présidente de l'Alliance de la Cordillère des peuples et militante de longue date et défenseur des femmes, des droits humains et des droits des peuples autochtones, la nomination de Mme Corpuz est très considérée et soutenue par les peuples autochtones des Philippines.

Document final sur la Conférence mondiale sur les peuples autochtones (WCIP en anglais, *World Conference on Indigenous Peoples*)

Le Document final du WCIP est considéré comme un autre jalon dans la promulgation des droits des peuples autochtones partout dans le monde. Cependant, le défi est de savoir comment le gouvernement philippin va sérieusement le mettre en œuvre au niveau local et national. Au cours de la WCIP, certains dirigeants autochtones des Philippines ont fait des déclarations portant critiques et recommandations sur la mise en œuvre du Document final, en disant qu'il n'a pas réussi à intégrer la préoccupation particulière des communautés autochtones concernant la militarisation¹⁸. Les peuples autochtones des Philippines craignent que cela se traduise par une poursuite de l'impunité et de la violation des droits de l'Homme, du FPIC et des droits collectifs des peuples autochtones. Malgré tout, le document final est considéré comme un autre outil important pour les peuples autochtones dans la promotion d'une véritable reconnaissance de leurs droits par le gouvernement philippin.

¹ House Bill No. 4994 (<http://www.gov.ph/2014/09/10/document-the-draft-bangsamoro-basic-law/>).

² Q et A : Le projet de Loi fondamentale Bangsamoro (<http://www.gov.ph/2014/09/10/q-and-a-the-draftbangsamoro-basic-law/>)

³ Prise de position sur le projet de Loi de la Chambre n°4994 (<http://www.scribd.com/doc/244052247/Full-Inclusion-of-the-Indigenous-People-s-in-the-Bangsamoro#scribd>)

⁴ Ti Similla. Le bulletin officiel de du corps académique de l'Université des Philippines Baguio. (<http://www.upb.edu.ph/attachments/article/65/October.pdf>)

⁵ Un Discours à la Nation du Président de la République des Philippines est organisé chaque année au mois de Juillet (<http://www.gov.ph/2014/07/28/english-benigno-s-aquino-iii-fifth-state-of-the-nation-address-july-28-2014/>).

⁶ Le NCIP est un organisme gouvernemental qui a pour mandat de mettre en œuvre la Loi sur les Droits des peuples autochtones de 1997.

⁷ Le rapport 2014 de Human Rights par l'Alliance Human Rights de la Cordillère, une fédération d'organisations et de défenseurs des droits de l'Homme dans la Cordillère.

⁸ L'Alliance des Peuples de la Cordillère est une fédération d'organisations de communautés de base des peuples autochtones, basée dans la région de la Cordillère dans le Nord des Philippines

⁹ Une copie de la déclaration peut être téléchargé à l'adresse : <http://papersmart.unmeetings.org/media2/3309514/cordillerapeoplesalliance.pdf>

¹⁰ "Initial Result of the National Solidarity Mission in Lacub, Abra". (<http://www.karapatan.org/node/1035>).

¹¹ "Militarization triggers evacuation of 2,000 Lumads in Surigao del Sur". (<http://bulatlat.com/main/2014/10/30/bakwet-%c7%80-militarization-triggers-evacuation-of-2000-lumads-in-surigao-del-sur/#sthash.eV3MyqMC.dpuf>).

¹² “The Indigenous Peoples Under BS Aquino: Four Years of Deception, Dispossession, and Destruction” publié par Kalipunan ng mga Katutubong Mamamayan ng Pilipinas (KAMP) ou la Fédération nationale des organisations de peuples autochtones aux Philippines.

¹³ Site Internet du réseau « Save Our Schools » : <https://saveourschoolsnetwork.wordpress.com/about/>

¹⁴ Déclaration de la 2e Conférence de « Save Our Schools ». (<http://www.rmp-nmr.org/articles/2014/10/04/stop-attacks-our-schools-and-communities-education-not-militarization>).

¹⁵ “New DepEd, AFP memos allow military presence in schools”. (<http://kabataanpartylist.com/blog/new-deped-afp-memos-allow-military-presence-in-schools/>).

¹⁶ “DepEd Sec. Luistro commits to ordering pull-out of military forces in schools”. (<http://www.rmp-nmr.org/articles/2014/12/03/deped-sec-luistro-commits-ordering-pull-out-military-forces-schools>)

¹⁷ “Philippine Celebration of the World’s Indigenous Peoples’ Day highlights UNSRRIP”. (<http://www.tebtebba.org/index.php/content/318-ip-day-celebration-highlights-unsrrip>).

Sarah K. Bestang Dekdeken est une Kankanaey de la Région de la Cordillère au Nord des Philippines et un membre du bureau de la l’Alliance des peuples de la Cordillère, une fédération des organisations progressistes pour les peuples, pour la plupart des organisations des communautés de bases autochtones dans la région de la Cordillère.

Jill K. Cariño, une Ibaloi, est la vice-présidente actuelle des affaires extérieures de l’Alliance des Peuples de la Cordillère, et la coordonnatrice et directrice de programme de la Task Force des Philippines pour les droits des peuples autochtones (TFIP en anglais, *Task Force for Indigenous Peoples*), un réseau d’organisations non gouvernementales aux Philippines qui travaille à la progression de la cause des peuples autochtones.

*Source : IWGIA, The Indigenous World 2015 Traduction par Aurélie Druguet
membre du réseau des experts du GITPA pour l’Asie*